

# L'économiste

Le Journal des décideurs

du Bénin

**AGI**  
AFRICAIN DE GESTION ET D'INTERMEDIATION

**SOCIETE DE BOURSE**

Immeuble de l'Africaine des Assurances  
Face à la Direction de l'Emigration Immigration

01 BP 8568 RB Cotonou  
contact@agi-agi.com  
+229 21 31 87 33  
+229 21 31 60 65

Premier Quotidien Economique du Bénin N° 0997 MISP/DC/SG/DAI/SCC du 25/10/07 E-mail: leconomistbenin1@gmail.com Tél:00229 97096417

www.leconomistebenin.com

## Bourse Uemoa

### La BRVM ouvre en hausse

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

## Sécheresse en Afrique

### Pas de répit en matière de sécurité alimentaire

De la Corne de l'Afrique à l'Afrique de l'Ouest en passant par l'Afrique Australe, la sécheresse continue de sévir indifféremment, balayant tout sur son passage (cultures, ... • (Page 04)

## Epuisement professionnel et surmenage

### 2,8 millions de décès chaque année

L'épuisement professionnel et le surmenage, deux facteurs dangereux identifiés par l'Organisation internationale du travail (OIT) comme des maux qui tuent 2,8 millions de ... • (Page 08)

## Don de kits scolaires à Adja-Ouère

# La NOCIBE au secours de près de 10 mille écoliers et élèves

• (Page 03) Fintechs et médias

## Ecobank et AMA

### Academy lancent la 1<sup>ère</sup> formation des journalistes

Le mercredi 14 septembre 2022 à Lomé au Togo, le Groupe Ecobank, engagé à développer et à soutenir les fintechs pour ... • (Page 08)

## Niveaux d'apprentissage

### L'UNICEF alerte sur les impacts

En amont du Sommet sur la transformation de l'éducation, l'UNICEF alerte sur la faiblesse alarmante des niveaux d'apprentissage. Avant la ... • (Page 05)

## Innovations sociales des entreprises

### Phenix phd et MTN-Bénin sensibilisent sur "la création de valeur partagée"

Au cœur de l'approche de plusieurs entreprises à travers le monde, le concept de « la création de valeur partagée » a été au cœur de la conférence organisée par l'agence de ... • (Page 10)

## Semaine de la diplomatie climatique

### L'UE en campagne pour la préservation de l'environnement

La Délégation de l'Union européenne a organisé une "Semaine de la diplomatie climatique" du 12 au 17 septembre 2022. La panoplie ... • (Page 11)



## 2<sup>ème</sup> session de l'Assemblée consulaire

• (Page 04)

# Le projet de budget 2023 de la CCI Bénin voté à l'unanimité



Gratuit. Facile. Sécurisé. La banque mobile au bout des doigts.\*

Quel que soit votre téléphone !

\*Service disponible pour les abonnés MTN et Moov Africa

# \*826#



**Ecobank**  
La Banque Panafricaine

ecobank.com

## Crise alimentaire et coût de la vie

## Le FMI à la rescousse de 50 pays

Le Fonds monétaire international (FMI) vient d'annoncer qu'il envisage un nouvel instrument de financement qui consiste à octroyer des fonds à une cinquantaine de pays, afin de les aider à faire face à la hausse du coût de la vie et de la crise alimentaire.

• Issa SIKITI DA SILVA

L'annonce intervient au moment où la majorité des populations vivant dans les pays à faible et moyen revenu semblent être suffoquée par la montée vertigineuse des prix de biens de première nécessité, notamment le carburant, les denrées alimentaires, le transport et l'électricité.

Déjà, des émeutes causées par la cherté de la vie – ont éclaté sporadiquement un peu partout dans le monde, notamment en Haïti, en Sierra Leone et au Sri Lanka.

« Le coût de la vie est un problème global. Mais la nourriture et la disponibilité même de cette nourriture est le choc le plus dramatique que les populations sont en train de subir dans ces pays », a déclaré la DG du FMI, Kristalina Georgieva, à Masood Ahmed du Center for Global Development (CGD), dans une interview diffusée sur le site de cette institution de Bretton Woods.

« Nous voulons les aider à traverser cette période, bien sûr, en tant que l'une des institutions chargées du soutien aux pays les plus vulnérables. Ce que nous proposons, c'est d'augmenter l'accès au financement d'urgence pendant un an aux pays les plus vulnérables, soit parce qu'ils sont impor-



tateurs de denrées alimentaires à faible revenu et que leur coût de l'importation a explosé, soit parce qu'ils sont touchés par d'autres facteurs », a souligné la DG du FMI.

#### Critères de vulnérabilité

Sans citer les pays bénéficiaires, Kristalina Georgieva a indiqué que son organisation allait se concentrer sur les pays qui ne pourraient pas bénéficier des programmes du FMI pour l'instant.

A en croire la patronne du FMI, environ 50 pays répondent aux critères de vulnérabilité. Et sur ce nombre, 50 pays, peut-être 20 à 30, sont ceux qui ont le plus immédiatement besoin d'en profiter.

« En outre, nous proposons une autre innovation, celle qui consiste à impliquer

davantage notre conseil d'administration dans les cas plus complexes ou dans lesquels nous construisons une voie vers un programme de fonds à part entière ».

L'aide du FMI serait la bienvenue et constituerait un ouf de soulagement surtout en Afrique, où les populations subissent déjà les effets de la corruption au sommet de l'Etat, le népotisme, la dictature, les conflits armés et les inégalités sociales.

« Nous n'allons pas remplacer le financement par des subventions. Si un financement sous forme de subvention est disponible, bien sûr, le Fonds recule. Mais la situation est si difficile que le financement ne couvre tout simplement pas tous les besoins de la disponibilité actuelle », a-t-elle expliqué, ajoutant qu'elle espérait obtenir l'approbation du conseil d'administration lors des assemblées annuelles d'octobre.

## AUX DECIDEURS...

### Racket aux frontières !

Forme de chantage de proximité, avec menaces de violence ou trafic d'influence dans le but d'extorquer de l'argent, des objets ou des renseignements. Ainsi se définit le racket. Au sein de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'ouest, les règles qui régissent la vie communautaire prescrivent, entre autres, la libre circulation des personnes et des biens. Ce qui suppose que les Etats membres se sont engagés à lever les obstacles et les entraves à la circulation. En d'autres termes, les barrières policières ne devraient servir qu'à contrôler essentiellement les pièces d'état civil des usagers pour s'assurer de leur identité et de vérifier si ces derniers ne sont pas porteurs éventuellement de produits prohibés. Cette inspection devrait se faire dans un esprit débarrassé d'a priori, donc sans arrière-pensée de vouloir nécessairement causer du tort à l'utilisateur. Mais que constate-t-on ? Exactement le contraire de ce qui devrait s'observer dans un espace communautaire de libre-échange. Aux frontières des pays membres de la CEDEAO, les règles établies pour une libre circulation des personnes et des biens ne sont pas respectées. A Sèmè-Kraké, entre le Bénin et le Nigéria, les usagers sont soumis à des tracasseries de toutes sortes. Exigence de passeport et de collecte de faux frais. Il en est de même à la frontière bénino-nigérienne entre Malanville et Gaya et ce malgré la juxtaposition des postes de contrôle. Les mêmes pratiques ont cours à la frontière du Bénin avec le Burkina Faso. Entre Illacondji au Bénin et Sanvicondji au Togo, la probité des policiers n'est pas parvenue à les soustraire des rackets. Les véhicules en transit sont soumis aux fouilles d'usage. Mais, les agents de sécurité ne s'empêchent guère d'extorquer de l'argent aux usagers. Le même phénomène s'observe aux frontières du Togo avec le Ghana, du Ghana avec la Côte d'Ivoire et ce malgré l'existence d'un autre accord baptisé OCAL : Organisation du corridor Abidjan-Lagos. En définitive, les idées qui ont sous-tendu la création de l'espace communautaire ne sont pas traduites dans les faits. De manière évidente, chaque Etat à travers sa police continue de fonctionner en respectant plutôt les lignes de balkanisation. Avouons que sur ce plan, la CEDEAO n'a pas avancé.

Jean-Claude KOUAGOU

## Cari du jour



## Eco secret

### Nigeria : le projet de nouvelle taxe sur les télécommunications mis en stand-by

Le gouvernement fédéral nigérian a décidé de suspendre la mise en œuvre d'une nouvelle taxe sur les télécommunications destinée à aider à réduire le déficit budgétaire du pays, selon le ministre des Communications et de l'Économie numérique, Isa Pantami. Isa Pantami a déclaré, lors de la réunion inaugurale du Comité présidentiel sur les droits d'accise pour le secteur de l'économie numérique lundi 5 septembre à Abuja, que la décision avait été suspendue en raison des « multiples » taxes qui pèsent déjà sur le secteur des télécommunications.

Don de kits scolaires à Adja-Ouèrè

# La NOCIBE vole au secours de près de 10 mille écoliers et élèves

La Nouvelle Cimenterie du Bénin (NOCIBE) a fait don de prêt de dix mille kits scolaires le jeudi 15 septembre 2022 aux écoliers et élèves de l'arrondissement de Massè dans la commune d'Adja-Ouèrè. C'est le Collège d'Enseignement Général (CEG) de Massè qui a abrité l'évènement.

• Falco VIGNON

Amoins d'une semaine de la rentrée scolaire 2022-2023, la Nouvelle Cimenterie du Bénin (NOCIBE) vient soulager la peine des parents d'élèves et enseignants de l'arrondissement de Massè. Les responsables de cette société viennent de faire parler leur cœur. Grâce à eux, tous les écoliers et élèves de cet arrondissement sont à l'abri du besoin en fournitures scolaires. La cérémonie de remise de ce don a connu la présence du représentant du préfet du Plateau, des maires des communes de Adja-Ouèrè et Pobè, des directeurs départementaux des enseignements Maternel et primaire, Secondaire technique et de la formation professionnelle, des sages et notables, les leaders des confessions religieuses, des parents d'élèves sans oublier les élèves eux-mêmes. Pour le Directeur général adjoint de la NOCIBE, Jean Philippe Equilbecq, « cette action sociale s'inspire d'une volonté manifeste de

voir réussir les écoliers et élèves de cette localité où elle exerce ses activités. « Nous sommes ici pour une noble cause : celle de donner à nos apprenants des outils nécessaires pour une bonne réussite scolaire », a-t-il précisé. Non seulement la NOCIBE vise une rentrée scolaire réussie mais elle nourrit aussi l'espoir de voir plusieurs cadres sortir de la localité. « Je garde espoir que de ce collège sortiront des cadres talentueux », a martelé le Dga NOCIBE. En plus des fournitures scolaires, la NOCIBE a offert sept mille sept cent six (7706) tenues kaki cousues prêt-à-porter aux enfants ainsi que mille quatre cent trente-cinq (1435) tenues de sports aux élèves des collèges de Massè et d'Abadago. Comme si cela ne suffisait pas, la NOCIBE s'engage à payer l'intégralité des frais de scolarité de tous les élèves assujettis de la localité. Ceci pour éviter les renvois d'élèves pour non-paiement des frais de scolarité. Les responsables de cette structure ont également manifesté leur générosité envers les enseignants des écoles maternelles, primaires publiques de Issaba et de Massè en leur octroyant cent soixante-quatorze (174) blouses de travail. Le Directeur général adjoint de la NOCIBE ne demande qu'une chose en retour : le travail bien fait. « Sachez que le cadeau que vous pouvez offrir en retour au PDG monsieur Latfallah



• Directeur Général adjoint de la NOCIBE Jean Philippe Equilbecq

Layousse, c'est d'avoir de très bonnes notes à la fin de l'année », a souligné le Directeur général adjoint de la NOCIBE Jean Philippe Equilbecq.

ont à tour de rôle salué cette action sociale des donateurs. Ils ont saisi l'occasion pour formuler des doléances notamment la réhabilitation de la bibliothèque du CEG Massè, la construction d'un centre multimédia au CEG Abadago et autres. La représentante des bénéficiaires du don Peace Hounmènou, a, au nom de ses camarades,

**Engagée dans le social**

Autorités préfectorales, communales, locales, religieuses et parents d'élèves

adressé ses vives gratitude à l'endroit des donateurs et s'engage à travailler davantage pour mériter le soutien de la NOCIBE. « Mes camarades me chargent de vous dire que la joie qui les anime ce jour est ineffable. Ils vous remercient et vous promettent un bon usage des kits », précise-t-elle. La Nouvelle Cimenterie du Bénin est à sa deuxième édition de distribution de kits scolaires aux enfants et n'attend pas s'arrêter en si bon chemin. Les regards sont donc tournés vers les prochaines éditions. Pour rappel, depuis son installation au Bénin, les réalisations sociales de la Nouvelle cimenterie du Bénin dans la commune d'Adja-Ouèrè et notamment dans l'arrondissement de Massè sont nombreuses. Cette usine a financé et réalisé beaucoup d'infrastructures dans les secteurs de la santé, de l'éducation, transport, énergie, assainissement, protection de l'environnement, etc. C'est donc une entreprise qui œuvre pour le développement des populations au Bénin.



• Remise d'un kit scolaire à un écolier



• Photo de Famille des personnalités présentes



• Quelques bénéficiaires des kits scolaires

## Baromètres Bénin

Référentiel			Référentiel		
Données Démographiques	Valeur	Sources	Economie	Valeur	Sources
Population	11,49 millions d'habts	Statistiques mondiales (2018)	Croissance économique	6,7	BAD 2020
Densité de la population	100,17 hbts/Km2	Statistiques mondiales (2018)	Pib par habitant	2415 \$	2018
Population de moins de 15 ans	45%	FMI (2014)	Taux d'inflation	-1,1%	Institut national de la statistique et de l'analyse économique (Insaec), 2019
Espérance de vie à la naissance	61,47 ans	Statistiques mondiales (2015)	Taux de croissance annuel du PIB	7,2 %	juin 2019
Taux d'urbanisation	44%	Institut national de la statistique et de l'analyse économique (Insaec), 2015	Compte courant / PIB (%)	-10,8	Décembre 2017
Population vivant avec moins de 1,25 dollar par jour	36%	Statistiques mondiales (2016)	Taux de chômage	2,1%	Statistiques mondiales (2019)
Age médian femme	18,3 ans	Statistiques mondiales (2015)	Ratio de la dette publique au PIB (%)	26.2%	Décembre 2018
Age médian homme	17,5 ans	Statistiques mondiales (2015)			
Indice de fécondité	4,9 enfants par femme	FMI (2014)			
Taux de natalité	36,40 o/∞	Statistiques mondiales (2018)			

## Sécheresse en Afrique

# Pas de répit en matière de sécurité alimentaire

De la Corne de l'Afrique à l'Afrique de l'Ouest en passant par l'Afrique Australe, la sécheresse continue de sévir indifféremment, balayant tout sur son passage (cultures, terres fertiles, cours d'eau), engendrant ainsi une sorte de faim permanente dans un continent déjà meurtri par la pauvreté, la dictature et les inégalités sociales.

● Issa SIKITI DA SILVA

Dans la Corne de l'Afrique, cet été n'a pas connu de répit dans les conditions de sécheresse, et la prévision d'une autre saison des pluies déprimée menace d'aggraver l'insécurité alimentaire de la région, indique Gro Intelligence. Selon le Programme alimentaire mondial (PAM), 22 millions de personnes sont menacées de famine causée par la sécheresse dans cette région qui regroupe la Somalie, le Kenya, l'Éthiopie et l'Érythrée.

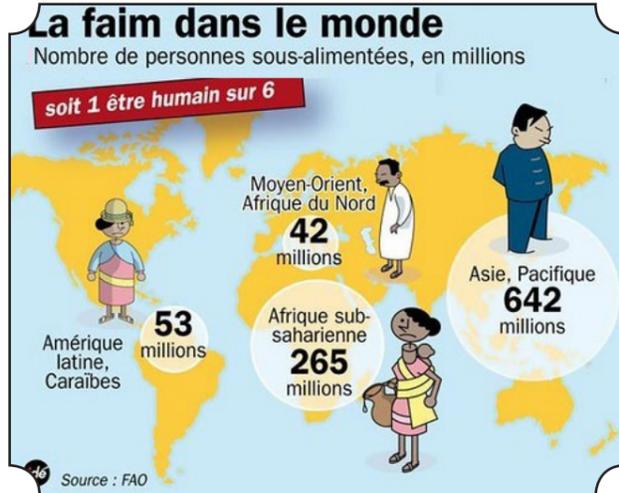
Au Kenya, les agriculteurs s'inquiètent depuis que le service de météorologie a annoncé aux populations de se préparer à une nouvelle saison des pluies déprimée pendant les mois d'octobre à décembre – un phénomène qui est dû à un refroidissement inhabituel de l'océan Indien.

« La sécheresse, la plus longue depuis une quarantaine d'années, suscite des inquiétudes quant à la diminution des récoltes des principales céréales, aux pénuries de fourrage et à l'épuisement des réserves d'eau. Les importations alimentaires, rendues plus chères par la pénurie mondiale de nombreux produits de base, et l'aide alimentaire d'urgence devront augmenter », prévient Gro Intelligence, qui ajoute que cette année la production des cultures de certains

## Wi-Fi défaillant...

# La majorité des salariés en télétravail se plaignent de leur matériel informatique

Avec la crise sanitaire, le télétravail s'est développé dans de nombreuses entreprises ce qui a contraint des salariés à travailler sur leur ordinateur personnel. Or, d'après une récente étude réalisée par Fleet, seuls 41 % des salariés français interrogés ont indiqué être parfaitement équipés en matériel informatique. 39 % ont même affirmé être mal équipés, rapporte BFM Business. L'une des causes de ces problèmes informatiques semble être l'ancienneté du matériel utilisé. 37 % des personnes interrogées ont précisé travailler avec un



pays sera plus affectée que les autres.

## Déficits hydriques saisonniers

En Afrique Australe, bien que les précipitations de janvier aient contribué à réduire les déficits hydriques saisonniers et à améliorer les conditions de la végétation dans la plupart des régions de la région, l'impact de la sécheresse et du stress thermique sur les conditions de la végétation est toujours évident dans le sud-ouest de l'Angola, le nord-ouest de la Namibie, le nord et le centre du Mozambique, le Malawi et Madagascar, selon une analyse du Centre commun de recherche (JRC), le service scientifique interne de la Commission européenne.

En Afrique de l'Ouest où la sécheresse sévit depuis une vingtaine d'années dans les régions sahéliennes, un rapport d'Action contre la Faim (ACF) publié en avril 2022

a averti que l'année 2022 risque de devenir une année de référence en matière de sévérité de la période de soudure, et d'insécurité alimentaire et nutritionnelle au Sahel.

Selon Wikipédia, la période de soudure désigne, pour les populations vivant de l'agriculture vivrière, la période de l'année précédant les premières récoltes et durant laquelle les produits des récoltes précédentes viennent à manquer.

La saisonnalité expose les ménages au risque d'insécurité alimentaire, qui avec la malnutrition augmentent pendant la période de soudure, ce qui est habituellement observé en cas de privation plus extrême, souligne la Banque mondiale.

Ainsi, il apparaît important pour les pays du Sahel d'investir dans des mécanismes d'alerte et de réponses précoces, insiste la Banque mondiale.

ordinateur vieux de plus de quatre ans. Seuls 30 % des salariés ont un PC de moins de deux ans. Dans le détail, les difficultés rencontrées par les salariés sont variées. Parmi elles, on retrouve la lenteur (59 %), le manque d'autonomie (45 %) et une mauvaise connexion Wi-Fi (31 %). Un critère de plus en plus étudié Pour résoudre ces problèmes, 58 % des salariés interrogés ont déclaré vouloir que leur entreprise change leur machine. Cependant, différentes difficultés viendraient entraver les investissements des

entreprises. Prises de court par la pénurie de composants, 32 % des entreprises auraient des problèmes d'approvisionnement. 15 % des sociétés n'auraient par ailleurs « pas les moyens de s'équiper ». Il semblerait en tout cas que la qualité de l'environnement de travail numérique soit un critère de plus en plus important. Selon une étude consultable en ligne du cabinet Vanson Bourne pour Nextthink, 28 % des salariés de 25 à 34 ans pourraient quitter leur emploi en raison d'une mauvaise expérience numérique.

20 MINUTES

## 2<sup>ème</sup> session de l'Assemblée consulaire

# Le projet de budget 2023 de la CCI Bénin voté à l'unanimité

La Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin (CCI Bénin) a ouvert ce lundi 19 septembre 2022 sa deuxième session ordinaire de l'Assemblée Consulaire. La cérémonie d'ouverture des travaux s'est déroulée au siège de l'institution en présence de madame Shadiya Alimatou Assouman, Ministre de l'industrie et du commerce.

● Falco Vignon

Conformément aux dispositions statutaires de l'institution consulaire, la deuxième session de l'Assemblée Consulaire est consacrée à l'adoption du budget 2023. Cette session se tient dans un contexte où les perspectives économiques du gouvernement annoncent un taux de croissance de 7% pour l'année 2023 malgré les conséquences de la guerre en Ukraine et l'inflation galopante. A travers cette session, la CCI Bénin est fixée sur les ressources à utiliser pour être en permanence une structure de proximité des entreprises, développer des stratégies d'alliance et des partenariats, renforcer le rayonnement de la CCI Bénin dans les territoires, favoriser la croissance durable des entreprises, être un acteur de veille économique pour les entreprises, faire naître une véritable émulation et un engagement plus fort de la part du secteur privé béninois et de renforcer la



● Présidium

crédibilité avec l'Etat. A en croire le Président de la CCI Bénin Arnauld Akakpo, l'institution qu'il dirige se veut plus performante pour construire un climat propice aux affaires. « La CCI Bénin envisage de bâtir une communauté d'affaires plus forte, résiliente et diversifiée pour être le moteur du développement économique à l'horizon 2025 », a-t-il précisé. Présente à la cérémonie d'ouverture, madame la Ministre de l'Industrie et du Commerce Shadiya Alimatou Assouman s'est réjouie de la tenue

de cette session qui respecte les dispositions statutaires de l'institution. Elle a saisi l'occasion pour rappeler aux élus consulaires le contexte socioéconomique marqué la guerre en Ukraine. A cet effet, elle a invité les participants à être vigilants dans les prévisions budgétaires. « Je voudrais vous exhorter à ne pas ignorer dans vos programmations de prévisions budgétaires la situation conjoncturelle et d'être prudents dans vos projections de mobilisation de ressources », a-t-elle recommandé à l'assistance.

Les travaux se sont poursuivis après la cérémonie d'ouverture en la présence de M. Eric Kader GBIAN TABE, Conseiller Technique à la Formalisation des Entreprises, à la Promotion des Organisations Professionnelles et au Suivi des Institutions Consulaires.

L'Ordre du Jour adopté, le Président de la Commission Finance Budget et Fiscalité M. Christophe TOZO assisté du Secrétaire Général de la CCI Bénin M. Raymond ADJAKPA ABILE ont présenté le projet de budget de la CCI Bénin gestion 2023. L'exposé a porté sur sept points essentiels : Evolution des budgets de la CCI Bénin de 2020 à 2022, Exécution du budget 2022 à fin août 2022, Présentation du budget 2023 : ressources & emplois, Présentation des programmes 2023, Budget support 2023, Budget institutionnel 2023, Budget de trésorerie 2023.

Au terme des travaux, le projet de budget exercice 2023 a été adopté à l'unanimité des voix. Il servira en 2023 au déploiement des huit programmes phares de la CCI Bénin.



● Photo de Famille



● Les élus consulaires



● Le Président de la CCI Bénin et la ministre du commerce

## Faiblesse alarmante des niveaux d'apprentissage

**L'UNICEF alerte sur les impacts**

En amont du Sommet sur la transformation de l'éducation, l'UNICEF alerte sur la faiblesse alarmante des niveaux d'apprentissage. Avant la pandémie, on estimait que la moitié des enfants âgés de 10 ans à travers le monde étaient capable de lire et de comprendre un texte simple. Aujourd'hui, seuls un tiers d'entre eux y parviendraient.

unicef  for every child

**COMMUNIQUÉ DE PRESSE****L'UNICEF alerte sur la faiblesse alarmante des niveaux d'apprentissage : d'après les estimations, seuls un tiers des enfants âgés de 10 ans à travers le monde seraient capables de lire et de comprendre un texte simple**

En amont du Sommet sur la transformation de l'éducation, l'UNICEF dévoile au siège des Nations Unies à New York son installation baptisée « Une classe en pleine crise de l'apprentissage », afin d'attirer l'attention sur l'urgence de transformer les systèmes éducatifs à l'échelle mondiale

NEW YORK, le 16 septembre 2022 – En amont du Sommet sur la transformation de l'éducation, l'UNICEF alerte sur la faiblesse alarmante des niveaux d'apprentissage. Avant la pandémie, on estimait que la moitié des enfants âgés de 10 ans à travers le monde étaient capable de lire et de comprendre un texte simple. Aujourd'hui, seuls un tiers d'entre eux y parviendraient.

« Le manque de ressources des établissements, la rémunération et la qualification insuffisantes des enseignants, les classes surchargées et l'archaïsme des programmes d'enseignement entravent la capacité de nos enfants à réaliser leur plein potentiel », explique Catherine Russell, Directrice générale de l'UNICEF. « L'orientation donnée à nos systèmes éducatifs détermine, par définition, celle de notre avenir. Si nous n'inversons pas les tendances actuelles, nous devons subir les conséquences de l'échec de l'éducation de toute une génération. Les faibles niveaux d'apprentissage que nous connaissons aujourd'hui réduisent nos possibilités futures. »

La fermeture prolongée des établissements scolaires et le manque d'accès à un apprentissage de qualité durant la pandémie de COVID-19 ont mis au jour et exacerbé la crise de l'apprentissage préexistante, privant des millions d'écoliers à travers le monde des compétences fondamentales en lecture et en calcul, avertit l'UNICEF.

Afin d'attirer l'attention sur la crise de l'apprentissage et la nécessité de transformer l'éducation à l'échelle mondiale, l'UNICEF a aujourd'hui présenté au public son installation baptisée « Une classe en pleine crise de l'apprentissage », une salle de classe-témoin illustrant la proportion d'enfants n'ayant pas acquis les compétences fondamentales. L'installation sera exposée du 16 au 26 septembre sur l'esplanade des visiteurs au siège des Nations Unies à New York.

Un tiers des tables de la classe-témoin sont en bois et pleinement fonctionnelles, comme le suggère l'emblématique sac à dos de l'UNICEF placé sur les chaises derrière elles. Ces tables représentent le tiers des enfants de 10 ans à travers le monde capables de lire et de comprendre un texte simple (l'indicateur de l'acquisition des compétences minimales en compréhension écrite). Quasiment invisibles, les deux tiers restants des tables sont composés d'un matériau transparent pour illustrer le fait que 64 % des enfants seraient, d'après les estimations, incapables de lire et de comprendre un texte simple à l'âge de 10 ans.

À l'occasion du Sommet sur la transformation de l'éducation réunissant les dirigeants mondiaux, l'UNICEF appelle ces derniers à s'engager pour garantir une éducation de qualité à tous les enfants. Il exhorte les gouvernements à agir et à investir en vue de rescolariser tous les enfants et de les maintenir dans le système éducatif, d'améliorer leur accès à des cours de rattrapage, de soutenir le personnel enseignant et de le doter des outils dont il a besoin, et de permettre aux établissements d'offrir un environnement sûr et accueillant favorisant l'apprentissage de tous les enfants.

###

Contenu multimedia disponible au téléchargement ici : <https://weshare.unicef.org/Package/2AMZIF7076YW>

**À propos de l'UNICEF**

L'UNICEF travaille dans certains des endroits les plus inhospitaliers du monde pour atteindre les enfants les plus défavorisés. Dans plus de 190 pays et territoires, nous travaillons pour chaque enfant, chaque jour, afin de construire un monde meilleur pour tous.

Suivez-nous sur [Twitter](#) et [Facebook](#)

Pour plus d'informations, veuillez contacter :

Sara Alhattab, UNICEF New York : +1 917 957 6536, [salhattab@unicef.org](mailto:salhattab@unicef.org)

Georgina Diallo, UNICEF New York : +1 917 238 1559, [gdiallo@unicef.org](mailto:gdiallo@unicef.org)



**BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES S.A.**  
Afrique de l'Ouest

Siège Social : Côte d'Ivoire 18, rue Joseph ABOUNA - 01 BP 3802 Abidjan  
☎ (225) 20 32 66 85 / 20 32 66 86 Télécopie : (225) 20 32 66 84 E-mail : [brvm@brvm.org](mailto:brvm@brvm.org)

**ANTENNE NATIONALE DE BOURSE DU BENIN**  
Adresse: Immeuble CCIB Avenue Charles de GAULLE 01 BP 2983 Cotonou  
Téléphone : (229) 21 31 21 26 / 21 31 21 39 Télécopie : (229) 21 31 20 77

**COMMUNIQUE DE L'ANTENNE NATIONALE DU BENIN DE LA BRVM****Initiation gratuite à la bourse**

La Direction de l'Antenne nationale du Bénin de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (ANB BRVM) informe le public qu'elle organise une formation pour vulgariser la Bourse et développer la culture boursière au Bénin.

Thème de la formation : « Initiation à la bourse et aux valeurs mobilières »

**Modules de formation**

- MODULE 1 : Introduction à la bourse et au marché financier ;
- MODULE 2 : Initiation au marché des actions ;
- MODULE 3 : Initiation au marché des obligations.

Pour une meilleure assimilation des enseignements dispensés, les participants sont invités à suivre la totalité des modules proposés, et dans l'ordre indiqué.

**Lieu de la formation** : Antenne Nationale du Bénin sise dans l'enceinte de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin (CCIB) à Cotonou.

Effectif par formation : **15 à 20 personnes** par session et par module.

**La participation aux formations est gratuite.**

Les participants à chaque session de formation seront soumis, après chaque module, à un contrôle de connaissance (test d'évaluation) neutre et transparent. Une attestation sera délivrée aux participants à la fin de la formation

**Inscription gratuite tous les jours ouvrables à l'antenne nationale du Bénin sise à la CCIB**

Pour tout renseignement, contacter le 21 31 21 26 / 21 31 21 39

**NB : la formation se déroulera simultanément dans tous les pays de l'espace UEMOA**

**Avis très important**

Toute l'économie nationale, sous-régionale, africaine et internationale dans un seul quotidien.

Le tout premier quotidien économique béninois : **L'économiste**.

**L'économiste**, c'est des informations économiques, bancaires, financières et boursières du Bénin et d'ailleurs traitées et des dossiers réalisés pour le développement économique et social du continent africain.

L'économiste, c'est des chiffres clés de l'économie béninoise, les tendances boursières avec la Bourse régionale des valeurs mobilières (BRVM), l'actualité économique, financière en temps réel.

**L'économiste, le journal des décideurs**

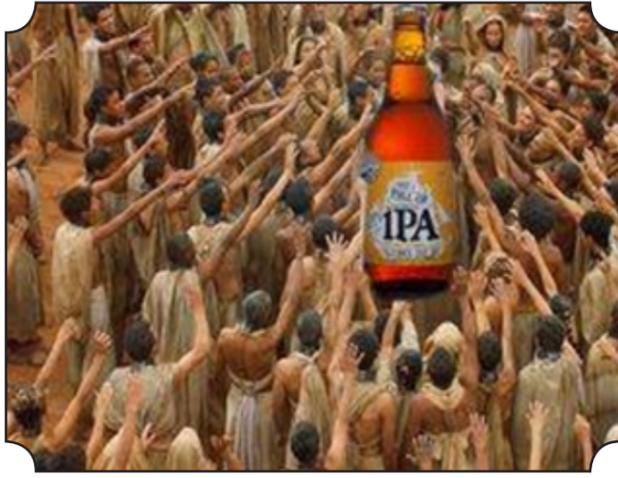
## Fashion Conso

## Comment la bière IPA a conquis la France en cinq ans

Pendant des années, les commandes de pintes en France se résumaient quasi exclusivement à de la blonde, de la blonde ou de la brune, sainte trinité de la bière depuis des générations (à consommer avec modération). Bien sûr, il y avait parfois quelques binouzes fruitées, des cidres et autres curiosités ici et là (tous les goûts sont dans la nature, après tout). Mais en nombre bien insuffisant pour bousculer ce trio qu'on pensait inamovible. Et voilà que depuis quelques années, un quatrième type de breuvage s'est invité à la fête et a conquis les cœurs et les chopes. Une bière amère, un peu forte et au goût prononcé, reconnaissable entre mille. Vous l'avez reconnue si vous écumez un peu les bars et les soirées, on parle bien sûr de la sensation de ce début de décennie, de la hype du moment, de la révélation 2017-2022 : l'India Pale Ale, aka la IPA. Impossible de passer à côté de cette bière à fermentation haute et fortement houblonnée tant elle a conquis la France en cinq ans, façon César pendant la Guerre des Gaules. Dans le milieu de la consommation et de la vente, on n'appelle pas ça une Blitzkrieg (le nom d'une bière IPA, tiens, tiens) mais un « marché champignon », décrit Eric Marzec, directeur des univers liquides à l'Iri (Information Resources, Inc., société de données de vente). Comprendre : un marché inexistant qui s'est mis à pousser de partout soudainement. Visez un peu les chiffres : en 2017, la grande distribution française vendait 14.000 hectolitres d'IPA. En 2018, 27.000. En 2019, 45.000. Et en 2020, 100.000 hectolitres, chiffre égalé en 2021, informe Eric Marzec. Un doublement de vente tous les ans, rien que ça.

## La fin des « biérix »

Voilà pour les chiffres de la success-story. Reste que la IPA existe depuis le XVIIIe siècle, alors pourquoi popette seulement maintenant ? « La bière connaît de manière générale une forte progression en France, indique Jacques Bertin, rédacteur en chef adjoint du magazine spécialisé Rayon Boissons. Depuis une décennie, ses ventes augmentent de 10 % chaque année, portée par les bières de spécialité, et notamment la IPA. ». Avec ce succès croissant, le public a tendance à gagner en expertise. « En France, on a un peu fait le tour de la bière blonde classique, comme la Heineken ou la Kronenbourg, et le consommateur devient



plus exigeant et curieux, à la recherche de nouveaux goûts ». Fini donc les Footix, place aux connaisseurs.

## Le grand boom des brasseries artisanales

Un changement qui rejoint bien la grande tradition culinaire du pays, à en croire Magali Filhuc, déléguée générale des Brasseurs de France. Soit « un peuple qui aime tester de nouveaux produits, à la recherche de bonne nourriture et de curiosités », selon l'experte. Et parce qu'il faut bien oser la comparaison à un moment : la bière serait-elle en train de faire de l'ombre au vin, en perte de vitesse ? « Une culture biérogue est en train de naître en France », confirme la brasseuse. Les brasseries, justement, parlons-en. D'une trentaine dans les années 1980, la France en compte désormais 2.500, avec une accélération nette ces dernières années. « Depuis trois-quatre ans, une nouvelle brasserie ouvre chaque jour en moyenne », s'enthousiasme Magali Filhuc. L'Hexagone est même devenu le premier d'Europe en nombre de brasserie, et toc l'Allemagne et la Belgique. « Il est plus simple pour les brasseurs de tester de nouveaux goûts, estime Fabrice Le Goff, de la brasserie du Grand Paris. Ils travaillent sur beaucoup moins de volume, ce qui rend un échec moins grave. »

## Cercle vertueux

Or, les deux tendances, brasseries et IPA, s'autoalimentent : les brasseurs amènent de nombreux consommateurs vers cette bière houblonnée, tandis que la IPA consommée dans un bar ou chez un ami « peut également pousser le public à aller chercher une brasserie artisanale, à la recherche de nouvelles saveurs et de bières plus raffinées », note Jacques Bertin. Un joli cercle vertueux.

« Il y a dix ans, lorsque vous arriviez au bar, vous demandiez une pinte. Et c'est tout. Aujourd'hui, vous allez demander quelle bière ils ont, choisir un goût spécifique », appuie le rédacteur en

chef adjoint. Car ça y est, la chasse aux "Biérix" a commencé, et commander une simple blonde équivaut à un combo sandales-chaussettes : « Ça vous fait de suite passer pour une personne sans goût ou sans personnalité. Même les étudiants ne tournent plus à la pinte à 4 balles. Une bière, ça doit avoir du goût et du caractère, pas être fade », confirme Mathias, croisé en afterwork, une IPA en main. Pour Fabrice Le Goff, « les Français étaient convaincus que la bière tournait forcément autour de 4 ou 5 degrés, avait un goût assez peu prononcé et une fermentation basse. La IPA a ouvert une nouvelle voie, dans laquelle de nombreux amateurs se sont engouffrés. »

## 20.000 houblons sous la bière

On a bien compris la recherche de goût, de nouveauté, tout ça, tout ça. Mais pourquoi c'est la IPA qui émerge, et pas une autre ? Parce qu'elle a été remise au jour dans les brasseries américaines pendant les années 1990, avant de s'exporter mondialement. « Elle offre une large variété de goûts et de saveurs selon le dosage du houblon. Il y en a pour tout le monde », vante Magali Filhuc. Et effectivement, l'offre s'est diversifiée et décuplé en France : de moins de 10 types d'IPA vendus en grande surface il y a cinq ans, on est passé à une trentaine, indique Eric Marzec. Réponse un peu moins consensuelle pour Mathias : « Si vous prenez un cidre ou une bière fruitée, vous risquez de passer pour quelqu'un de fragile. Une IPA, ça a un goût assez amer et c'est généralement à plus de 7 degrés, ça évite les moqueries faciles. » Fabrice Le Goff tranche le débat : « L'amertume, caractéristique de la IPA, est le sens le moins exploité de notre palais aromatique. C'est donc un goût rare, et une fois qu'on s'y habitue, on a tendance à le rechercher à nouveau ». Eh mais d'ailleurs, c'est bientôt l'heure de l'apéro...

20 minutes

## Adoption des cryptomonnaies

Le Nigeria 1<sup>er</sup> pays africain et 11<sup>e</sup> mondial

La baisse de la valeur des cryptomonnaies n'a pas totalement entamé la confiance des personnes qui les utilisent ou les adoptent. En Afrique, trois pays, le Nigeria en tête, figurent dans le top 20 des marchés où la résistance de cet actif digital reste forte au sein de la population. Le Nigeria est le premier pays d'Afrique en termes d'adoption des cryptomonnaies, apprend-on d'un blog publié par Chainalysis, une société américaine d'analyse de blockchain dont le siège est à New York. Le classement effectué

par cette entreprise vise à distinguer les pays, selon les quantités maximales de ressources financières que le plus d'individus et d'investisseurs non professionnels d'un pays sont prêts à mettre sur ces actifs. Sur une échelle plus globale, le Nigeria est onzième mondial. Dans le top 20, on retrouve le Maroc (14<sup>e</sup> mondial) et le Kenya (19<sup>e</sup> mondial). Ces trois pays font partie d'un groupe de 10 où les revenus moyens sont jugés inférieurs aux standards mondiaux. Chainalysis classe les pays selon 5 sous-indicateurs, notamment les volumes des échanges entre personnes, les valeurs de cryptomonnaies reçues ou vendues sur des plateformes centralisées, et celles qui le sont sur les plateformes décentralisées. L'indice ne permet cependant pas de dire si l'adoption des cryptomonnaies est le seul fait des résidents, ou s'il s'agit de transactions effectuées par des Nigériens, Marocains ou Kényans de l'étranger, qui rentrent dans leur pays pour bénéficier des conditions de transaction plus souples. Selon un autre classement, le Nigeria est le premier pays du monde où malgré la baisse de valeur des bitcoins et autres produits similaires, on retrouve le plus de recherches basées sur des mots clés contenant le terme "crypto" et ses dérivés. Il n'est pas exclu que le Nigeria tienne sa première place surtout du fait de son nombre d'habitants (plus de 200 millions). Le Kenya par exemple est particulièrement bien classé (5<sup>e</sup>) pour ce qui est des volumes d'échanges de cryptomonnaies entre personnes (P2P) contre la 17<sup>e</sup> place pour la première économie d'Afrique par le produit intérieur brut. Même si la valeur des cryptomonnaies a fortement reculé, à l'instar de celle de la plus connue de ces actifs (le Bitcoin) qui a été divisée par trois depuis le pic record de novembre 2021, de nombreuses personnes continuent de leur faire confiance et de les échanger dans le cadre des opérations économiques réelles. Dans plusieurs pays où les opportunités de générer des revenus sont limitées, ces actifs constituent une alternative. Il n'est donc pas étonnant qu'on retrouve dans le top 10 du classement Chainalysis, des pays comme le Vietnam (1<sup>er</sup>), les Philippines (2<sup>e</sup>) ou encore l'Inde (4<sup>e</sup>).

## Climat

## Les USA aideront les pays africains à mettre en place des systèmes d'alerte météorologique précoce

L'Afrique est la région la moins équipée en systèmes d'alerte météorologique précoce à l'échelle mondiale, avec seulement 40 % de la population couverte. Les Etats-Unis feront des annonces concernant un soutien aux pays africains pour la mise en place de systèmes d'alerte météorologique précoce, lors de la Conférence de l'ONU sur le climat (COP 27) qui se tiendra en Egypte en novembre prochain, a annoncé l'envoyé spécial du président américain pour le climat, John Kerry (photo), le jeudi 15 septembre. « 70% des Africains dépendent de l'agriculture pluviale, mais la plupart n'ont pas accès à des systèmes d'alerte météorologique précoce ou à des informations climatiques essentielles. Attendez-vous à des annonces visant à combler ce fossé, lors de la COP 27 », a-t-il déclaré à l'occasion de la Conférence ministérielle africaine sur l'environnement (CMAE) tenue à Dakar, au Sénégal. M. Kerry a également précisé que le financement de la mise en place de ces systèmes d'alerte météorologique précoce proviendra du Plan d'urgence pour l'adaptation et la résilience (PREPARE), qui a été lancé par le président américain, Joe Biden, lors de la COP 26 tenue à Glasgow, en Ecosse en novembre 2021.



Selon l'Organisation météorologique mondiale (OMM), l'Afrique est la région la moins équipée en systèmes d'alerte météorologique précoce à l'échelle mondiale, avec seulement 40 % de la population couverte. Ces systèmes permettent de réduire l'impact des phénomènes climatiques extrêmes comme les inondations, les épisodes de sécheresse et les tempêtes

## Politiques monétaires restrictives

## La Banque mondiale appréhende une « récession généralisée » semblable à celle du début des années 80

Les politiques monétaires restrictives engagées par les banques centrales pour contenir les pressions inflationnistes pourraient aboutir à un ralentissement supplémentaire de la croissance mondiale dès 2023. La politique coordonnée de relèvement des taux d'intérêt dans laquelle se sont engagées les banques centrales du monde entier pour tenter de juguler l'inflation, risque de provoquer une récession généralisée semblable à celle qui s'est produite au début des années 80, a estimé la Banque mondiale dans une étude publiée jeudi 15 septembre. « L'économie mondiale est au milieu de l'un des épisodes de resserrement des politiques monétaire et budgétaire les plus synchrones au niveau international des cinq dernières décennies », a relevé l'institution financière. Bien que les taux directeurs des banques centrales aient augmenté de 2% en moyenne à l'échelle planétaire par rapport à 2021, la Banque mondiale considère qu'une hausse au moins équivalente pourrait être encore nécessaire pour ramener l'inflation vers les objectifs envisagés. La Banque centrale européenne (BCE) et la Réserve fédérale américaine (Fed) se sont fixé pour objectif de ramener l'inflation à 2%. Mais une telle option risque d'entraîner un nouveau ralentissement de l'activité économique mondiale, avec une croissance de seulement 0,5% en 2023, ce qui correspondrait techniquement à une récession et à une contraction de 0,4% du PIB par habitant. « La croissance mondiale ralentit fortement, et un ralentissement supplémentaire est probable à mesure que davantage de pays entrent en récession. Ma profonde inquiétude est que ces tendances se maintiennent, avec des conséquences durables, dévastatrices pour les populations des marchés émergents et des économies en développement », a déclaré le président de la Banque mondiale, David Malpass (photo). « Il y a six mois, nos craintes concernaient un ralentissement de la reprise et une hausse temporaire des prix.

Ecofin du 19 Septembre 2022

**BRVM 10** 166,25

Variation Jour ↑ **0,82 %**

Variation annuelle ↑ **8,30 %**



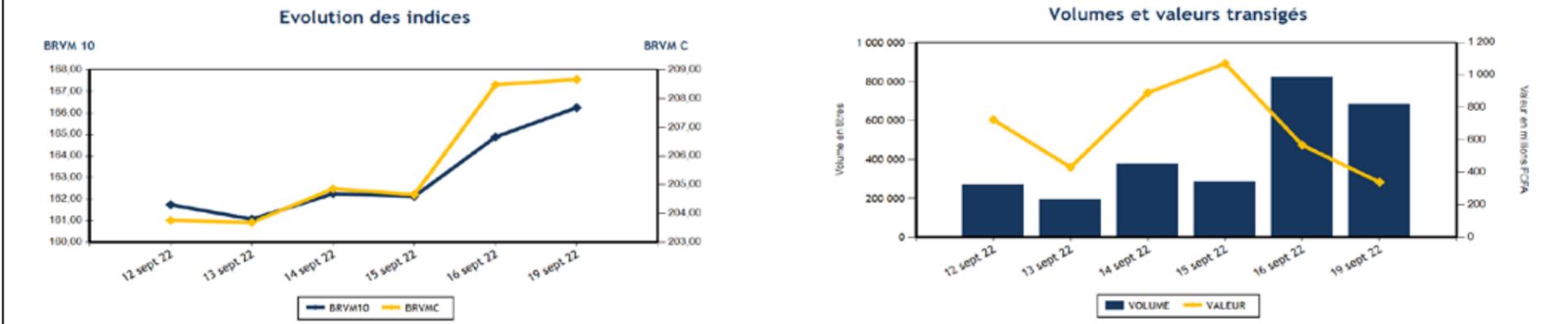
**BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE**

N° 179 lundi 19 septembre 2022 Site : [www.brvm.org](http://www.brvm.org)

**BRVM Composite** 208,67

Variation Jour ↑ **0,09 %**

Variation annuelle ↑ **3,16 %**



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	6 281 525 005 713	0,09 %
Volume échangé (Actions & Droits)	684 024	-15,83 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	338 878 738	-27,99 %
Nombre de titres transigés	44	7,32 %
Nombre de titres en hausse	14	-41,67 %
Nombre de titres en baisse	15	87,50 %
Nombre de titres inchangés	15	66,67 %

**PLUS FORTES HAUSSES**

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
UNILEVER CI (UNLC)	7 000	4,48 %	43,15 %
SODE CI (SDCC)	5 700	3,64 %	32,71 %
BANK OF AFRICA ML (BOAM)	1 600	3,23 %	7,74 %
ORAGROUP TOGO (ORGT)	4 000	3,23 %	-4,53 %
TOTAL SN (TTLS)	2 550	2,00 %	29,11 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	8 175 009 878 240	0,13 %
Volume échangé	115	-98,87 %
Valeur transigée (FCFA)	1 167 000	-98,80 %
Nombre de titres transigés	7	-30,00 %
Nombre de titres en hausse	6	500,00 %
Nombre de titres en baisse	0	-100,00 %
Nombre de titres inchangés	1	-66,67 %

**PLUS FORTES BAISES**

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SAFCA CI (SAFC)	700	-7,28 %	0,00 %
BANK OF AFRICA BN (BOAB)	6 300	-5,33 %	0,00 %
BANK OF AFRICA BF (BOABF)	5 350	-4,29 %	0,00 %
SMB CI (SMBC)	6 205	-3,05 %	0,00 %
AIR LIQUIDE CI (SIVC)	750	-2,60 %	0,00 %

**INDICES SECTORIELS**

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	12	105,55	-0,06 %	-4,14 %	7 918	12 266 665	26,64
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	478,22	1,18 %	6,54 %	23 255	178 484 095	9,73
BRVM - FINANCES	15	79,26	-0,65 %	2,76 %	646 562	116 194 133	7,72
BRVM - TRANSPORT	2	447,91	-0,26 %	-28,00 %	858	1 580 030	7,18
BRVM - AGRICULTURE	5	306,40	0,45 %	25,93 %	3 463	26 500 065	5,91
BRVM - DISTRIBUTION	7	382,10	-0,21 %	-6,22 %	1 958	3 839 500	28,07
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	1 758,28	0,00 %	95,21 %	10	14 250	17,11
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	8,27	
Taux de rendement moyen du marché	7,14	
Taux de rentabilité moyen du marché	7,80	
Nombre de sociétés cotées	46	
Nombre de lignes obligataires	103	
Volume moyen annuel par séance	1 068 395,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	1 538 437 357,48	

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	13,45	
Ratio moyen de satisfaction	35,95	
Ratio moyen de tendance	267,28	
Ratio moyen de couverture	37,41	
Taux de rotation moyen du marché	0,06	
Prime de risque du marché	6,19	
Nombre de SGI participantes	26	

**Définitions**

Volume moyen annuel par séance = Valeur annuel échangé / nombre de séances  
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances  
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)  
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)  
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)  
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)  
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif  
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende  
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées  
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat



**BENIN**  
Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin  
Palais de Commerce  
Tel : (229) 21 31 23 25  
Fax : (229) 21 31 23 27



**CÔTE D'IVOIRE**  
Chambre de Commerce et d'Industrie  
Palais de Commerce  
Tel : (229) 20 30 87 73  
Fax : (229) 20 30 87 74



**TOGO**  
Chambre de Commerce et d'Industrie  
Palais de Commerce  
Tel : (229) 20 31 50 30  
Fax : (229) 20 31 50 32



**BURKINA FASO**  
Chambre de Commerce et d'Industrie  
Palais de Commerce  
Tel : (229) 20 31 50 30  
Fax : (229) 20 31 50 32



**MALI**  
Chambre de Commerce et d'Industrie  
Palais de Commerce  
Tel : (229) 44 90 18 11  
Fax : (229) 44 90 18 11



**NIGERIA**  
Chambre de Commerce et d'Industrie  
Palais de Commerce  
Tel : (234) 91 88 18 18  
Fax : (234) 91 88 18 18



**BENIN**  
Chambre de Commerce et d'Industrie  
Palais de Commerce  
Tel : (229) 21 31 23 25  
Fax : (229) 21 31 23 27



**TOGO**  
Chambre de Commerce et d'Industrie  
Palais de Commerce  
Tel : (229) 20 31 50 30  
Fax : (229) 20 31 50 32

**BRVM - BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES**  
 BRVM - Société Anonyme au capital de 3.062.040.000 CFA - RC : CI - ABJ - 1997 - B - 208435 - CC : 9819725 - E  
 Siège Social : Abidjan - CÔTE D'IVOIRE. Adresse : 18, Rue Joseph ANOMA (Rue des Banques) - Abidjan  
 Tél : +225 20 32 66 85 / 86, Fax : +225 20 32 66 84, Mail : [brvm@brvm.org](mailto:brvm@brvm.org), Site Web : [www.brvm.org](http://www.brvm.org)



**UCA**  
UNITED CAPITAL FOR AFRICA S.A.

Av. proche, rue en face de l'église Saint Michel allant vers Caboma, Immeuble Comète lot 202 parcelle « d », Cotonou - BENIN

001 BP 8690 RP  
uca@ucasgi.com  
(229) 21 31 00 21 / 61 18 18 00  
(229) 21 31 00 21  
[www.ucasgi.com](http://www.ucasgi.com)



**S&I BENIN**

Carré 211 St Michel  
immeuble SGI-Bénin 01 BP  
4546 Cotonou.  
Tél : (229) 21 31 15 41  
21 31 15 71



**BOA CAPITAL SECURITIES**  
Groupe BMCE BANK

Siège BOA Benin,  
Boulevard de France  
Tel : (229)  
21315343/64182121



**SOCIETE DE BOURSE**  
AGI

Immeuble de l'Africaine des Assurances  
Face à la Direction de l'Emigration Immigration  
01 BP 8668 RP Cotonou  
contact@agi-agi.com  
+229 21318733  
+229 21316066



**AFRICABOURSE**

Avenue Steinmetz Face  
Immeuble Air Gabon 01 BP  
6002 COTONOU BENIN  
Tél : (229) 21 31 88 35 /  
21 31 88 36



**BIIC Financial Services**  
Société de gestion et d'intermédiation

Boulevard Saint Michel  
Immeuble Agence BIIC Dantokpa  
01 BP. 7700 Cotonou  
Tél. +229 21324875  
Tél. +229 21324876  
sgjifs@biic-financialservices.com

## Fintechs et médias

# Ecobank et AMA Academy lancent la 1<sup>ère</sup> formation des journalistes

(Le prix du journaliste fintech de l'année lancé)

Le mercredi 14 septembre 2022 à Lomé au Togo, le Groupe Ecobank, engagé à développer et à soutenir les fintechs pour transformer la finance et la banque numériques, a annoncé avoir noué un partenariat avec AMA Academy, seule plateforme panafricaine d'apprentissage en ligne gratuite dédiée à la formation des journalistes en Afrique. Ce partenariat vise à former des journalistes dans le domaine de la FinTech en plus d'un prix du journaliste fintech de l'année.

• Bidossessi WANOU

L'histoire des services financiers en Afrique, leur transformation, la blockchain, l'Intelligence Artificielle dans la fintech et l'Open Banking, la sécurité, la réglementation, la gouvernance, l'inclusion et les tendances futures du marché des fintechs en Afrique. Ce sont là les grandes thématiques qui meubleront cette formation. Les modules seront disponibles en deux langues : l'anglais et le français. Ainsi, suivant les clauses de l'accord de partenariat, le Groupe Ecobank et AMA Academy travailleront ensemble pour élaborer des modules de formation sur mesure portant sur les fintechs à l'intention des journalistes du continent spécialisés dans l'économie, la finance et les technologies. Il s'agit d'un programme de cinq modules qui sera dispensé en ligne par des experts du secteur au profit des journalistes. Au terme de la formation, il est prévu une reconnaissance et des distinctions pour les meilleurs journalistes fintech d'Afrique. Le partenariat signé entre ETI

et AMA Academy devrait permettre d'apporter une connaissance et une compréhension plus approfondies de l'environnement Fintech qui connaît la plus forte croissance sur le continent, d'améliorer la qualité des reportages et de susciter davantage l'intérêt du public. Fondatrice et directrice générale de African Media Agency et AMA Academy, Eloïne Barry s'en réjouit : « Nous sommes ravis de nous associer au Groupe Ecobank, qui est à l'avant-garde de la transformation et de la progression des fintechs en Afrique. Notre Académie est également déterminée à améliorer les compétences des journalistes en leur donnant accès à des experts et à des formations. Les journalistes doivent souvent couvrir plusieurs sujets, et notre objectif est de les aider à améliorer la qualité et l'efficacité de leurs reportages », a-t-elle déclaré. Les journalistes qui suivront l'intégralité des modules de formation auront également la possibilité de se voir décerner le prix du meilleur journaliste anglophone et francophone dans le domaine de la fintech lors d'une céré-



monie de remise des prix organisée à l'issue de la formation, renseigne un communiqué de presse émanant d'ETI. Conseiller fintech au Groupe Ecobank, Djiba Diallo est revenu sur l'enjeu des Fintech en Afrique et ce que fait Ecobank dans ce sens. Ainsi, « le continent a vu l'essor de marchés émergents en dehors des bastions traditionnels que sont le Nigeria, le Kenya et l'Afrique du Sud, notamment en Éthiopie, au Ghana, au Sénégal, au Rwanda et en Ouganda, pour n'en citer que quelques-uns. Ce sont des pays où Ecobank est présente et où le cours de formation aux médias sur les fintechs aura un réel impact. En tant que groupe bancaire panafricain, nous souhaitons développer les solutions fin-

tech locales, dont beaucoup ont le potentiel de devenir des solutions mondiales, et donner à nos partenaires médias locaux les moyens de les faire connaître », a-t-il assuré. Selon les statistiques, l'Afrique, c'est 45,6 % des activités de paiement mobile dans le monde. Cette croissance a été accélérée avec le développement rapide de l'accès à Internet et aux téléphones intelligents, et amplifié depuis 2020 par la pandémie de COVID-19. Cela a nécessité un développement des Fintech. En 2021, les entreprises fintech ont reçu 60 % des plus de 4 milliards USD d'investissements dans les technologies, dépassant ainsi le total des investissements réalisés dans l'écosystème plus large des start-up technologiques

au cours des années précédentes.

## Ecobank Transnational Incorporated ('ETI' ou 'Le Groupe') en bref

Ecobank Transnational Incorporated ('ETI') est la société mère du Groupe Ecobank, le premier groupe bancaire panafricain indépendant. Le Groupe Ecobank emploie environ 13 000 personnes au service de plus de 32 millions de clients dans les secteurs de la banque des particuliers, la banque commerciale et la banque de grande clientèle dans 33 pays africains. Le Groupe possède un agrément bancaire en France et dispose de bureaux de représentation à Addis-Abeba en Éthiopie, à Johannesburg en Afrique du Sud, à Beijing en Chine, à Londres au Royaume-Uni et à Dubaï aux Émirats Arabes Unis. Le Groupe offre une gamme complète de produits, services et solutions bancaires – y compris numériques – notamment les comptes bancaires et de dépôt, les prêts, la gestion de trésorerie, le conseil,

les opérations de trading, la négociation des valeurs et la gestion de patrimoine. ETI est cotée en bourse sur plusieurs marchés boursiers, à savoir le Nigerian Stock Exchange à Lagos, le Ghana Stock Exchange à Accra et la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières à Abidjan. Pour de plus amples informations, prière de consulter [www.ecobank.com](http://www.ecobank.com)

## Zoom sur AMA Academy

AMA Academy, c'est l'unique plateforme panafricaine d'apprentissage en ligne gratuite dédiée à la formation des journalistes en Afrique. L'objectif de l'AMA Academy est de former et de certifier 10 000 journalistes et professionnels des médias d'ici 2027, en leur permettant d'acquérir des compétences dans tous les genres et secteurs du journalisme, afin de promouvoir des reportages de haute qualité. Elle aide également les journalistes à savoir tirer profit de leur métier et à diversifier leurs articles. L'AMA Academy est actuellement présente dans 23 pays africains.

## Épuisement professionnel et surmenage

# 2,8 millions de décès chaque année

L'épuisement professionnel et le surmenage, deux facteurs dangereux identifiés par l'Organisation internationale du travail (OIT) comme des maux qui tuent 2,8 millions de décès dans le monde chaque année, ne sont pas à prendre à la légère. Les experts s'inquiètent et appellent les employeurs à réagir.

• Issa SIKITI DA SILVA

« Nous devons considérer ce problème comme une crise. A ce stade, nous sommes dans une endémie. Il est grand temps de penser à établir des méthodes de travail flexibles. Dix à 12 heures de visioconférence, ce n'est pas soutenable », a martelé Jennifer Moss, experte du bien-être au travail et contributrice à la Harvard Business Review, lors d'une interview accordée à Lucia Rahilly, directrice mondiale de McKinsey Global Publishing.

« Ça fait mal au cœur d'entendre les entreprises faire de grandes déclarations comme, je cite 'nous avons donné une semaine

de congé à nos employés parce qu'ils sont épuisés.' Il y a tellement d'ironie là-dedans. Vous les avez épuisés, alors vous leur donnez une semaine de congé, mais avez-vous allégé la quantité de travail pour qu'à leur retour, ils ne s'occupent pas du fardeau qu'ils ont créé ? », s'est interrogée Jennifer Moss.

A en croire cette éminente chercheuse américaine et auteure du livre intitulé en anglais « The Burnout Epidemic: The Rise of Chronic Stress and How We Can Fix It », la première chose que les employeurs devraient faire est de se poser la question de savoir ce que pense le personnel de la fête de fin d'année, alors qu'ils travaillent 70 heures



par semaine. Le simple fait de pouvoir parler de santé mentale au travail est un grand avantage ».

## Catastrophe

Le chiffre de 2,8 millions de

décès dans le monde chaque année à cause du surmenage est catastrophique, s'est indignée Jennifer Moss dans des propos publiés sur le site de Thinkers50.

« Lorsqu'on comprendra

qu'il y a des impacts réels et graves, alors c'est à ce moment qu'on va commencer à apporter des changements. Je crois que les deux dernières années ont vraiment montré à quel point l'épuisement professionnel peut être

grave », a-t-elle indiqué.

« Je considère la prévention de l'épuisement professionnel comme faisant partie d'un écosystème ; toutes les pièces doivent fonctionner ensemble. Avant de pouvoir éradiquer l'épuisement professionnel, nous devons mettre en place, au niveau organisationnel, des systèmes et des politiques qui ne sont pas tellement axés sur les soins personnels - technologie de bien-être, abonnements subventionnés à des salles de sport, yoga, respiration - mais davantage axés sur les causes profondes », explique Jennifer Moss, ajoutant que les introvertis sont plus à risque d'épuisement professionnel.

# Rendez-vous économiques

EVENEMENTS	DATE	LIEUX	ORGANISATEURS/CONTACTS
Rendez-vous technologique et collaboratif (Gitex Global)	10-14 octobre 2022	Dubaï, Emirats Arabes Unis	<a href="https://gitex.com/">https://gitex.com/</a>
Salon international des innovations et solutions pour le secteur parfumerie-cosmétiques	12-13 octobre 2022	France	<a href="https://www.cosmetic-360.com/">https://www.cosmetic-360.com/</a>
Salon International des Acteurs Economiques Madagascar	13-16 octobre 2022	+ 261 34 33 796 15 / + 261 34 28 612 40	federationcci@gmail.com / commercial@siae-madagascar.com
8e sommet international de l'innovation dans la finance	19 octobre 2022	Sydney, Australie	fintechsummit.com.au
Sommet Finance en commun 2022	19-20 octobre 2022	Abidjan, Côte d'Ivoire	<a href="https://www.afdb.org/fr/news-and-events/events/3e-edition-du-sommet-finance-en-commun-52844">https://www.afdb.org/fr/news-and-events/events/3e-edition-du-sommet-finance-en-commun-52844</a>
6 <sup>e</sup> Conférence des Ministres Africains Chargés de l'Etat Civil	24-28 Octobre 2022	Addis-Abeba, Éthiopie	+251 115 443461 / belayt@un.org
Rendez-vous international de la tech	1 <sup>er</sup> au 4 novembre 2022	Lisbonne	websummit.com
Foire commerciale internationale	5-13 novembre 2022	Maurice (+ 230) 270 1450 / (+ 230) 5806 8848	dependancepromo194@gmail.com
Foire commerciale intra-africaine	21-27 novembre 2023	Abidjan, Côte d'Ivoire	<a href="https://www.intrafricantradefair.com/">https://www.intrafricantradefair.com/</a>
Sommet des start-up émergentes Afrique-Europe	28-29 novembre 2022	Paris	emergingvalley.co

## HOROSCOPE finance

**Bélier** Si vous vous laissez aller à de folles dépenses, vous serez aussitôt dans une impasse. Astreignez-vous à faire des économies et à gérer votre budget avec rigueur. Vous allez bientôt traverser une période de vaches maigres.

**Taureau** Soyez tout particulièrement prudent aujourd'hui en ce qui concerne le domaine financier, où votre jugement ne sera pas toujours excellent. Evitez d'engager des sommes trop importantes par rapport à vos moyens dans des affaires dont vous n'êtes pas absolument sûr de l'issue. Vigilance également dans le domaine immobilier : un contrat peut ne pas être très net et laisser la porte ouverte à d'épineux problèmes juridiques.

**Gémeaux** Mercure en cette configuration va vous souffler d'excellentes idées pour améliorer votre niveau de vie ou pour rentabiliser vos économies. Prenez rendez-vous avec votre banquier ; vous pourrez alors, grâce à ses conseils, tirer un bon parti de vos intuitions. Pluton pourra vous valoir une bonne surprise ; mais il vous faudra réagir rapidement pour profiter de l'occasion qui s'offrira à vous.

**Cancer** Mettez à présent de l'ordre dans vos affaires pécuniaires et faites vos comptes de manière à ne pas être pris ensuite au dépourvu. Une petite rentrée financière n'est pas impossible aujourd'hui. Mais ne vous lancez pas aussitôt dans des dépenses inutiles, faites plutôt fructifier vos fonds !

**Lion** Journée délicate financièrement. Faites le dos rond et attendez en espérant des jours meilleurs, qui ne sauraient tarder. Ne vous laissez pas entraîner par votre impatience, car vos coups de tête vous feraient tomber dans le vide.

**Vierge** Un petit voyage serait agréable actuellement et il vous détendrait tout en vous permettant de réaliser l'un de vos buts. Attention cependant de ne pas vider votre compte en banque ! Pour une fois, prenez les conseils de professionnels avisés, d'amis discrets, voire de votre bien-aimé... Les affaires d'argent sont délicates de nos jours !

**Balance** Cette journée sera relativement calme, marquée surtout par la nécessité de remettre de l'ordre dans vos finances, d'accumuler des biens et de préparer matériellement votre avenir. Evitez cependant de lâcher la proie pour l'ombre et d'hypothéquer le présent sous le prétexte d'assurer vos vieux jours.

**Scorpion** Votre esprit sera principalement axé sur le gain. En effet, cet aspect de Pluton, qui a trait aux biens et à la fortune, favorisera un renouveau d'appétit pour la richesse et la possession. Votre flair pour les bonnes affaires, petites ou grandes, se développera et s'affinera. Vous saurez apprécier avec lucidité les possibilités de bénéfices dans le domaine de la spéculation et des opérations boursières ou commerciales.

**Sagittaire** Votre équilibre budgétaire sera protégé par Saturne. Un coup de chance incroyable est d'ailleurs possible. Si vous faites partie des heureux élus qui ont droit à une bonne surprise, restez quand même prudent : placez cet argent au lieu de le dépenser.

**Capricorne** La réussite matérielle fera partie des dons que vous prodiguera aujourd'hui Mars. Vous pourriez emporter une excellente affaire financière ou gagner une somme conséquente à un jeu de hasard ; n'oubliez pas de consulter votre nombre de chance.

**Verseau** La planète Saturne en bel aspect vous permettra de vous sentir bien dans votre peau et de connaître la joie de vivre. Il faudra pourtant vous garder d'une certaine euphorie et d'un optimisme béat, qui pourraient vous pousser au laisser-aller. Vous devrez surtout résister à l'impulsion de dépenser, d'acheter des quantités de choses qui ne se révéleront pas indispensables. Prenez note de cet avertissement de Benjamin Franklin : "Si vous achetez ce qui est superflu, vous vendrez bientôt ce qui est nécessaire".

**Poissons** Vous aurez la possibilité de réaliser des transactions financières profitables, et vous entendrez profiter de cette possibilité au lieu de ne penser qu'à faire la fête. Vous serez aussi en mesure de régler aujourd'hui une affaire litigieuse qui traînait depuis longtemps.

## L'économiste

Premier Quotidien Economique du Bénin

Journal spécialisé d'information d'analyse et d'investigation économique, financière et boursière Edité par l'Agence de Communication "CHEZ VOUS"

N° 0997 MISP / DC / SG / DAI / SCC du 25 / 10 / 2007  
Sikèkòdji zone résidentielle, 2<sup>ème</sup> rue à droite en quittant le carrefour Marina pour la Mairie de Cotonou, carré N°83

Email : leconomistbenin1@gmail.com

Site : www.leconomistebenin.com

### Directeur Général

Léonard DOSSOU  
(00229) 95 429 626 / 97 096 417

Assistant du Directeur Général  
Calixte ADIYETON

(66 232 545)

### Secrétaire caissière

Ella Viviane HOUEHOMEGAN (97 14 85 43)

### Directeur de publication

Jules AFFODJI

### Raoul Gandaho

(Correspondant Ouémé Plateau)

Mouhamed Bouhari SAÏDOU

(Br. Borgou/Alibori)

### Jules Daniel Mahuto

(Correspondant Zou-colline)

Modeste COCO (Consultant)

Représentant de l'Economiste du Bénin en Europe, Bureau de Paris:

Franck Vial, correspondant France

de l'Economiste du Bénin

Tel +330671790990

Mail : eco.benin.paris@gmail.com

### Rédacteurs

Nestor DEHOUINDJI

Félicienne HOUËSSOU

(96 92 43 46)

Bidosessi WANOU

(67 20 33 27)

Sylvestre TCHOMAKOU

Hubert DOSSOU

Falco Vignon

### Directrice commerciale

Rigel BATCHO

(69190880)

### Graphiste

Gisèle NOUDAÏKPON

(62323855)

## Innovations sociales des entreprises

## Phoenix phd et MTN-Bénin sensibilisent sur "la création de valeur partagée"

Au cœur de l'approche de plusieurs entreprises à travers le monde, le concept de « la création de valeur partagée » a été au cœur de la conférence organisée par l'agence de communication Phoenix PHD en collaboration avec le réseau GSM MTN-Bénin, le vendredi 16 septembre 2022 à l'endroit du secteur privé béninois. Déroulée au Palais des Congrès, la 1ère édition de cette conférence a mobilisé plusieurs chefs d'entreprises.

• Sylvestre TCHOMAKOU

Concept commercial introduit pour la première fois dans un article de la Harvard Business Review de 2006, la « création de valeur partagée » ("Creating shared value" en anglais), assez en vogue dans le fonctionnement du secteur privé aux USA et partout ailleurs dans le monde, s'invite dans le fonctionnement des entreprises africaines, notamment béninoises. Ce, afin de générer une prospérité partagée avec les diverses parties prenantes. Pour donc inviter les entreprises à replacer les démarches de responsabilité sociétale (RSE) au cœur de leur stratégie, tout en recherchant la compétitivité, l'agence de communication Phoenix PHD, avec le soutien du réseau de télécommunications MTN, a tenu, vendredi 16 septembre, la 1ère édition de la « création de valeur partagée ». Cette initia-



tive qui va bien au-delà de la responsabilité sociétale des entreprises, à en croire Afoussat Traoré, experte en communication et responsable à Phoenix PHD, est beaucoup plus stratégique et s'inscrit au cœur même des entreprises qui choisissent de la pratiquer. « La création de valeur partagée devrait devenir la manière pour tous de faire des affaires », se convainc-t-elle. Centrée sur le développe-

ment social et durable du Bénin à travers le tourisme, cette 1ère édition, à en croire la DG MTN Bénin, Uche OFODILE, se veut de mobiliser les acteurs économiques du Bénin autour des projets qui permettent d'améliorer la vie des communautés. Pour elle, les entreprises doivent réinventer leurs modèles économiques pour bâtir des partenariats vertueux avec les communautés qu'elles servent.

C'est, explique-t-elle, ce que fait déjà son entreprise, MTN en lançant depuis quelques semaines, la plateforme « Le Bénin Que J'aime », dont l'objectif est d'accompagner le pouvoir central dans la promotion des valeurs culturelles et touristiques. Invitant les entreprises à s'approprier le concept de la « shared value », « vous avez tout à y gagner et votre impact sur les communautés et les

populations de ce beau pays n'en sera que décuplé. », a-t-elle précisé. C'est alors que va intervenir le Coordonnateur du système des Nations Unies au Bénin. « La création de la valeur partagée n'est pas un coût additionnel, mais une partie intégrante de la stratégie de développement de l'entreprise, donc un investissement. La quête de l'amélioration des conditions de vie des communautés et de l'environnement économique permet à l'entreprise d'accroître sa compétitivité et d'augmenter ses profits. La valeur partagée est un produit de l'entreprise qui résout un problème dans la communauté », va soutenir Salvator Niyonzima, avant de solliciter l'engagement de toutes les parties prenantes. Convaincu de ce que cette initiative est de nature à renforcer le partenariat entre les différents acteurs et partenaires au développement, le ministre du tourisme, de la culture et

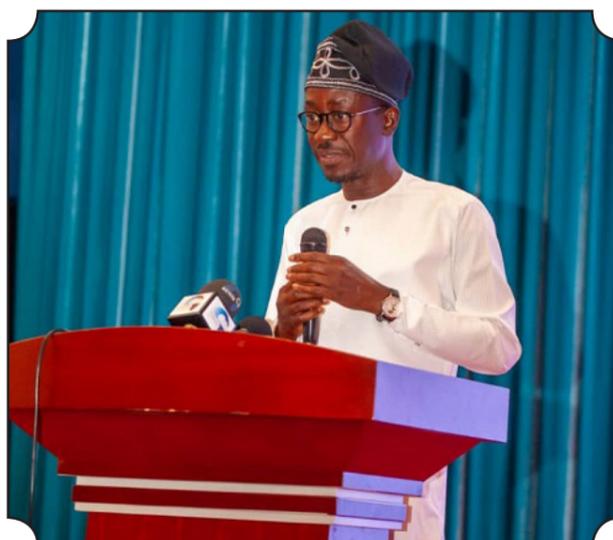
des arts, Jean-Michel Abimbola a indiqué : « La valeur partagée est un concept qui met en évidence la transversalité des principes de bonne gouvernance, des pratiques managériales au sein d'un groupe ou une communauté d'hommes et de femmes mus par la volonté de réussir. C'est aussi des synergies communes entre le privé et le public, des dynamiques qu'il faut construire et faire fructifier entre les deux dans un engagement partenarial fort pour des objectifs nobles de développement pour le bien-être de l'ensemble de la communauté nationale ». Il importe de préciser que pour cette rencontre, plusieurs communications ont été développées, à savoir : « l'impact de la valeur partagée sur le développement social et durable du Bénin » ; « partenariat public-privé pour la culture au Bénin » ; « innovation et financement des projets culturels et touristiques ».



• Afoussat Traoré



• Photo de famille des autorités présentes au lancement



## Semaine de la diplomatie climatique

## L'UE en campagne pour la préservation de l'environnement

La Délégation de l'Union européenne a organisé une "Semaine de la diplomatie climatique" du 12 au 17 septembre 2022. La panoplie d'activités menées à ce titre consiste en une campagne dont l'objectif est de sensibiliser le public au changement climatique et aux priorités de l'Union européenne en matière de lutte contre ce fléau.

● **Félicienne HOUËSSOU**

Cette édition de la "Semaine de la diplomatie climatique" a été riche en activités. Après un concours-photos sur « Le Bénin Vert », pour montrer la beauté naturelle du Bénin et les actions pour sa protection, une vaste campagne a été organisée pour sensibiliser le public au changement climatique et aux priorités de l'Union européenne en matière de lutte contre ce fléau. Les activités ont été lancées le jeudi 15 septembre à Cotonou à travers une conférence de presse. A l'occasion, Sylvia Hartleif, Ambassadrice de l'Union européenne au Bénin a indiqué que plus de la moitié de la population mondiale vit aujourd'hui en milieu urbain et les villes ne cessent de croître. Et c'est valable aussi pour le Bénin pour lequel il est prévu une évolution de la population de plus de 12,5 millions (aujourd'hui) à près de 24,2 millions en 2050. Elle explique que la croissance de la population, en particulier celle du milieu urbain intensifie la pression sur les infrastructures urbaines et la provision de services d'hygiène et de santé. L'événement ouvert à toute la population de Cotonou et de ses environs, a davantage bénéficié de l'énergie et l'engagement de la jeunesse. « Nous nous joindrons ainsi aux forces du monde entier, puisque l'UE organise au cours des semaines à venir la campagne globale #EUBeachCleanup, qui cible cette année les jeunes, dans le cadre de l'Année européenne de la jeunesse », a déclaré Sylvia Hartleif. Elle souligne que l'Union européenne est aux côtés de tous les Béninois pour parvenir à une croissance qui respecte la planète et tous ses habitants. Cet objectif est soutenu par le Pacte Vert européen et la

stratégie "Global Gateway" alors que les préparatifs sont en cours pour la COP 27 qui se déroulera cette année, en novembre, en Egypte.

L'intervention de l'Union européenne dans la lutte contre le changement climatique et le soutien qu'elle apporte aux autorités béninoises pour la mise en œuvre de sa contribution déterminée au niveau national actualisée se fait également à plusieurs niveaux et via différents secteurs. L'UE est aux côtés du Bénin dans les démarches prises pour assurer le développement durable du pays et la lutte contre le changement climatique à travers plusieurs initiatives : le développement d'énergies renouvelables, d'une économie portuaire « propre » et de l'agroécologie et des systèmes agroalimentaires durables et circulaires en ligne avec le Pacte Vert – tout en soutenant les objectifs de croissance et de création d'emploi. De plus, l'Union européenne appuie le Bénin dans le développement d'un système national de mesure, rapportage et vérification (MRV), y compris des activités de renforcement des capacités, et dans l'organisation d'un dialogue auprès des parties prenantes pour une allocation optimale des ressources financières pour la mise-en-place d'un cadre sectoriel MRV (dans l'énergie, l'agriculture et les déchets). L'UE a aussi mobilisé de l'expertise pour accompagner les acteurs locaux dans l'élaboration d'une note conceptuelle sur la promotion des motos électriques dans les Communes d'Abomey-Calavi, Cotonou et Sèmè-Podji à soumettre au Fonds vert pour le climat (FVC). La promotion d'une économie circulaire, durable, et axée sur la jeunesse et le savoir symbolise très bien le type de partenariat sur le long terme que l'UE construit



avec le Bénin.

#### Le secteur privé au cœur de l'action climatique

Le lancement des activités a été suivi d'un panel sur le thème : « Comment le secteur privé s'engage déjà pour la préservation de l'environnement ? ». Plusieurs entreprises du secteur privé béninois ont été présentées devant un parterre d'invités composé des représentants des entreprises membres de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin et de la Chambre de Commerce Européenne du Bénin. Entre autres entreprises, Green Keeper Africa, le Port Autonome de Cotonou, Zed Motors et la Sobebra. Au titre du partenariat avec le Bénin, l'UE appuie la création d'emploi sur les principaux secteurs productifs béninois, en appuyant plus particulièrement les initiatives allant dans le sens de la lutte contre le changement climatique, le développement d'énergies renouvelables, d'une économie « propre » et de l'agroécologie et des systèmes agroalimentaires durables et circulaires. A l'occasion de ce panel, les lauréats du concours-photos sur « Le Bénin Vert » ont reçu leur prix.

#### Nettoyage de la plage de Fidjrossé

L'Association « Engagement Action Sociale » et l'Union européenne ont bouclé la "Semaine de la diplomatie climatique" sur le "World Clean Up

Day". L'Union européenne au Bénin s'associe à l'association EAS, pour une activité commune de nettoyage de la plage dont l'objectif est de montrer au public, les quantités de déchets générés et de promouvoir les bons comportements à adopter au quotidien pour le climat et la protection de l'environnement, à 2 mois de la COP 27 qui se tiendra cette année, en novembre, en Egypte. Cette activité s'associe à d'autres initiatives similaires de l'Union européenne partout dans le monde, dans le cadre de la campagne globale #EUBeachCleanup, qui cible cette année les jeunes, dans le cadre de l'Année européenne de la jeunesse. Le World Clean-Up Day est un projet du Mouvement civique mondial « Let's Do It » axé sur la prise de conscience à la prévention de la production de déchets. Cette opération mondiale de ramassage des déchets sauvages mobilise les populations dans plus de 150 pays du monde entier. Pour Sandra Idossou, présidente de l'association EAS, l'objec-

tif de l'activité est de faire du sport tout en ramassant les déchets plastiques se trouvant le long des trajets et de sensibiliser les populations sur l'assainissement de leur environnement. A l'en croire, le nettoyage de l'environnement est une responsabilité collective. SachetHéloué démontre aussi qu'en ramassant les plastiques, des déchets peuvent devenir les outils pour un avenir meilleur en les transformant en bancs d'école ou pots de fleur. SachetHéloué met l'accent sur la participation et l'implication de tous les citoyens et citoyennes et mène des activités de sensibilisation des élus locaux, des écoliers dans des écoles et dans les supermarchés, à la plage et au cours des manifestations culturelles ou sportives.

Un poids de plastique dans les océans aura dépassé celui du poisson. Les plastiques à usage unique sont rarement recyclés et c'est une perte énorme de ressources car bien souvent, ils sont issus de ressources fossiles. Ils constituent donc également un facteur non négligeable dans la problématique du changement climatique. Il s'agit d'un grand polluant mais son usage est fortement ancré dans les habitudes d'une population qui est sans cesse croissante « Lors des ballades sur la plage ou en rue il est difficile d'éviter d'observer les bouteilles de boissons ou leurs capsules, des bouts de cigarettes, des sacs ou sachets de chips, de boissons et de bonbons et autres. A chaque fois, il s'agit d'une petite chose mais qui, pris ensemble, s'accumulent en montagne. Promouvoir une ville durable et la qualité de vie des Béninois passe donc par l'amélioration de la qualité de l'environnement : la qualité sanitaire, la réduction des nuisances et des risques. Et nos habitudes. Et ceci est n'est pas exclusivement de la responsabilité des pouvoirs publics, mais de chaque citoyen. C'est à chacun d'entre nous d'être conscient de nos actes et de préserver la nature autour de nous. Le sachet qu'on jette dans la nature maintenant peut se retrouver dans le jardin de nos arrière-petits-enfants », explique Sylvia Hartleif. Ainsi, elle invite à une forte implication de la société civile, car, ceci reste une nécessité dans le cadre de l'éducation et la sensibilisation autour de la santé et l'environnement.

## Une lutte engagée contre les déchets plastiques

L'usage des sachets plastiques s'est intégré dans les habitudes de l'Homme. Ainsi sur les artères des villes béninoises et dans les quartiers, les déchets plastiques sont omniprésents. Face à cette pollution grandissante, à l'ignorance inquiétante de l'homme, l'association EAS « Engagement Action Sociale » s'évertue depuis peu dans la lutte contre l'usage des déchets plastiques à travers son combat dénommé « SachetHéloué ». A cet effet, l'EAS organise plusieurs activités de sensibilisation et de façon régulière des Eco-Running sur plusieurs artères de Cotonou, Dassa et à Porto-Novo dans l'optique de faire du sport tout en ramassant les déchets plastiques se trouvant le long des trajets. Plusieurs tonnes déchets plastiques ont été ainsi collectées pendant les 10 éditions organisées. Ces déchets sont ensuite transformés en bancs pour les écoles et en pots de fleur. Selon Sylvia Hartleif, Ambassadrice de l'Union européenne au Bénin, l'utilisation généralisée des plastiques non-biodégradables constitue une menace importante : il faut jusqu'à 400 ans pour leur dégradation. Cela veut dire que le sachet jeté dans la nature aujourd'hui y restera et entrera sans doute dans la chaîne alimentaire pendant ce temps entraînant des risques sanitaires importants pour 15 générations. Des études scientifiques démontrent que les plastiques à usage unique représentent la moitié des déchets marins et on estime qu'en 2050

le poids de plastique dans les océans aura dépassé celui du poisson. Les plastiques à usage unique sont rarement recyclés et c'est une perte énorme de ressources car bien souvent, ils sont issus de ressources fossiles. Ils constituent donc également un facteur non négligeable dans la problématique du changement climatique. Il s'agit d'un grand polluant mais son usage est fortement ancré dans les habitudes d'une population qui est sans cesse croissante « Lors des ballades sur la plage ou en rue il est difficile d'éviter d'observer les bouteilles de boissons ou leurs capsules, des bouts de cigarettes, des sacs ou sachets de chips, de boissons et de bonbons et autres. A chaque fois, il s'agit d'une petite chose mais qui, pris ensemble, s'accumulent en montagne. Promouvoir une ville durable et la qualité de vie des Béninois passe donc par l'amélioration de la qualité de l'environnement : la qualité sanitaire, la réduction des nuisances et des risques. Et nos habitudes. Et ceci est n'est pas exclusivement de la responsabilité des pouvoirs publics, mais de chaque citoyen. C'est à chacun d'entre nous d'être conscient de nos actes et de préserver la nature autour de nous. Le sachet qu'on jette dans la nature maintenant peut se retrouver dans le jardin de nos arrière-petits-enfants », explique Sylvia Hartleif. Ainsi, elle invite à une forte implication de la société civile, car, ceci reste une nécessité dans le cadre de l'éducation et la sensibilisation autour de la santé et l'environnement.

### Droits à l'image

## Mbappé refuse de participer à la séance photo des Bleus avec un sponsor

Kylian Mbappé a « décidé de ne pas prendre part à la séance photo prévue » mardi avec un sponsor de l'équipe de France après le refus de

la Fédération de « modifier la convention » des droits à l'image des joueurs, a-t-il fait savoir lundi dans un communiqué transmis à l'AFP. La star des Bleus et du Paris Saint-Germain « et

ses représentants (...) regrettent vivement qu'aucun accord n'ait pu, comme demandé, être trouvé en amont de la Coupe du monde » sur ce sujet qui a déjà fait polémique en mars. inter-

rogé par l'Equipe ce lundi, Noël Le Graët droit dans ses bottes malgré la tempête qui l'entoure, avait prévenu qu'il ne lancerait aucune modification de la convention avant la Coupe du monde, quoi

qu'il arrive : « Rien ne va changer d'ici la Coupe du monde qui arrive très vite. Je dois a priori rencontrer les joueurs lundi pour échanger avec eux. Après le Mondial, on verra ce

qu'il convient de faire. Il y aura de nouveaux joueurs et quelques nouveaux sponsors. Ce sera l'occasion de faire le point ».

20minutes

# Fonds de Garantie Automobile du Bénin

**DANS QUELLES CONDITIONS RECOURIR AU FGA-BENIN ?**

- L'accident doit avoir eu lieu au Bénin.
- L'auteur responsable n'est pas assuré ou est en fuite.
- La victime est blessée ou décédée.
- L'accident survenu doit être constaté par la Police Républicaine.
- L'accident doit être déclaré au FGA-BENIN par la victime ou ses ayants droits.



*Vous êtes victime d'un accident de la route au Bénin causé par un véhicule inconnu ou non assuré ? FGA-BENIN vous accompagne gratuitement à travers une prise en charge médicale à l'hôpital et une indemnisation après consolidation. Les ayants droits des victimes décédées bénéficient également d'une indemnisation.*

*Siège : Cotonou - Immeuble Isabelle KPOMALEGNI Cité Houéyiho, sis au 7 allée centrale (Rue Agence SBEE située dans l'enceinte de la cité Houéyiho) - 01 BP 4745 Cotonou / e-mail : fgabenin@yahoo.fr - Contactez-nous : 21 38 40 71 / 94 56 84 73*



ARESS

**Avec ARESS,  
vivez l'Energie,  
l'Energie de Qualité  
pour tous**



LA QUALITE POUR TOUS



(+ 229) 96 63 96 82